

maximum. Je condamne la doctrine et le régime fondés sur la restriction de la production et je dénonce leurs adeptes. Je ne sollicite l'appui d'aucun citoyen qui fait passer les bénéfiques au profit du petit nombre avant l'abondance au profit du grand nombre. Je purgerai le parti conservateur progressiste de tels hommes."

M. DOUGLAS (Weyburn): Il se sentira bien seul.

M. BLACKMORE: Si M. John Bracken prend un tel engagement, les puissances qui réclament la réforme monétaire sauront à quoi s'en tenir sur les ennemis de l'homme.

M. GRAYDON: Que fera l'honorable député si M. Bracken agit de la sorte?

M. BLACKMORE: Il faudra d'abord qu'il le fasse.

M. GRAYDON: Très bien.

M. BLACKMORE: En attendant, pas d'engagement! Les puissances qui réclament la réforme monétaire désirent connaître l'attitude de tous les conservateurs progressistes au sujet du toryisme financier qui n'est que du fascisme à peine déguisé.

Maintenant, que préconise le Crédit social, la Nouvelle Démocratie? Il préconise l'abondance et s'oppose à la pénurie. Il préconise la production maximum et la distribution au même niveau. Il préconise l'utilisation intégrale des ressources du Canada. Il préconise les droits dont la Providence a doté le peuple. Il s'oppose à la puissance financière qui veut les lui enlever. C'est là la grande question de l'heure actuelle, au Canada et dans tout l'univers. Il ne s'agit pas de choisir entre le communisme et la démocratie, ni entre le socialisme et le capitalisme. Il s'agit d'employer intégralement les ressources du pays au profit de la population plutôt que d'en restreindre l'utilisation au profit des capitalistes.

Au commencement des hostilité, seule la nouvelle démocratie préconisa l'utilisation intégrale de nos ressources en temps de guerre. Aujourd'hui, la nouvelle démocratie propose d'appliquer la même politique en temps de paix. En ce moment, le premier ministre (le très hon. Mackenzie King) peut dire que le gouvernement libéral a pratiqué l'utilisation intégrale en temps de guerre. C'est un fait que la crainte d'Hitler a poussé le Gouvernement à exiger, bien à regret, à peu près une production maximum. Il est également vrai que la crainte de la finance internationale repoussera le gouvernement libéral et son programme où ils étaient avant la guerre, c'est-à-dire dans un monde où la pénurie et la production limitée sont vouées à la réalisation des

gros bénéfiques. Espérons que, malgré les promesses du premier ministre, s'il trouve le temps d'en faire, le pays n'oubliera pas que depuis bientôt une génération, ce gouvernement, prenant ses directives de la finance internationale, impose au Canada une pénurie injuste et pernicieuse.

Comment obtenir l'utilisation intégrale de nos ressources au profit de la population? Permettez-moi de poser le problème en un mot. C'est notre liberté qui est en jeu. La liberté économique signifie en même temps la liberté politique. L'une ne peut exister sans l'autre. Dans l'univers aujourd'hui, il est tragique de noter le manque de ces deux formes de liberté.

Nous combattons les Japonais et les Allemands au nom de la liberté. Permettez-moi de proposer qu'au nom de la liberté nous combattons aussi nos propres préjugés. Car la leçon de l'hitlérisme est vaine, si elle ne nous enseigne pas la tolérance et la générosité. La démocratie anglo-saxonne sous la direction de ses chefs actuels n'a pas encore appris cette leçon. Voici la preuve suprême à l'appui de mon assertion. Il y a nombre d'années, obéissant à des mobiles d'ordre religieux aussi bien que naturel, les juifs ont cherché à se créer une nouvelle patrie sur le vieux sol national de la Palestine. La démocratie anglo-saxonne a encouragé les juifs à espérer; elle leur a promis son appui. Cette promesse est antérieure aux massacres hitlériens. Après la torture et la mort de millions de leurs compatriotes, les juifs espèrent et comptent sur nous pour la réalisation de leurs espoirs.

Où sont notre charité et notre justice en démocratie? Où est notre christianisme, si nous laissons les juifs espérer en vain? Je dis à la Chambre que le juif sans foyer est un défi à toutes les normes de ce que nous nous plaçons à appeler notre civilisation anglophone. Nous n'oserons pas rejeter ce défi. La Chambre devrait confesser cette vérité et reconnaître ce devoir par l'adoption d'une résolution au point et elle devrait donner à toutes les nations l'exemple de la justice et de l'équité quant à la réalisation de ce vieux rêve de l'établissement d'un foyer national juif en Palestine.

Permettez-moi maintenant de faire quelques commentaires sur la façon d'obtenir la pleine utilisation des ressources nationales. Le problème est d'abord d'ordre politique. Nous pourrions régler l'autre problème, quand la population aura élu un Parlement ayant pris l'engagement de faire passer l'intérêt du peuple avant les exigences de la finance internationale, de rendre financièrement possible ce qui est matériellement possible et opportun.